
PHONE WEB
Société Anonyme au capital de 225.000 €
Siège social : 88, Rue de Courcelles (75008) PARIS
403.916.133. RCS PARIS
(2000 B 04555)

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 26 JUIN 2013
(EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012)

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs les actionnaires,

Nous avons le plaisir de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire annuelle, conformément à la loi, pour vous rendre compte de la marche de notre société au cours de l'exercice ouvert le **1^{er} Janvier 2012** et clos le **31 Décembre 2012** et soumettre à votre approbation les comptes et le bilan de cet exercice.

De son côté, votre Commissaire aux Comptes vous fera le bilan de sa mission. Ses rapports, celui de votre Conseil, de même que le compte de résultat, l'annexe, le bilan et les autres documents ou les renseignements s'y rapportant, ont été mis à votre disposition dans les conditions et délais prévus par les dispositions légales et réglementaires.

Nous vous rappelons que ces comptes vous sont présentés selon les méthodes d'évaluation en vigueur et conformément au plan comptable.

ACTIVITE

Lors de la clôture de la précédente Assemblée, votre Direction anticipait une année 2012 sur un profil de croissance d'environ 10 %, grâce à un premier trimestre dynamique, mais ces espoirs ont été "douchés" par l'atonie qui a saisi l'économie Hexagonale juste après la première échéance électorale Présidentielle, les élections Législatives confirmant ce constat.

Il faut avouer que certains acteurs économiques ont d'abord attendu de connaître les intentions du nouveau Gouvernement - *notamment en matière de fiscalité* - pour poursuivre leurs investissements et l'adoption de la Loi de Finance rectificative dès la fin du mois de Juillet 2012 a refroidi les ardeurs de bon nombre d'entre eux, notre Chiffre d'Affaires connaissant alors un sérieux coup d'arrêt sur la seconde partie de l'année, expliquant le recul de notre activité d'environ 10 %.

Votre Direction pressentant, dès la fin du premier semestre 2012, une réduction de l'activité pour l'ensemble de l'exercice, a immédiatement adopté un budget prévisionnel rectificatif, sur la base d'une contraction de l'activité d'environ 10 %, ce qui a ainsi permis à votre Direction de réduire le poste "Charges Externes" de plus de 12 % et le poste "Salaires" de 9,9 %, limitant ainsi les conséquences de cette contraction sur le niveau de nos résultats.

Nos clients ont également adopté des comportements de grande prudence pour toutes nouvelles décisions d'investissement, beaucoup d'entre elles ayant été repoussées à des jours meilleurs, voire gelées ou purement et simplement abandonnées.

Dans un tel contexte récessif, notre Société a poursuivi sa stratégie de "différenciation" par rapport à la concurrence, notamment en cultivant un savoir-faire reconnu dans l'intermédiation en Assurance ainsi que dans celui de l'édition juridique, ces spécificités devenant un atout précieux pour gagner de nouvelles parts de marché.

Votre Direction estime que le renforcement des procédures de contrôle des coûts fixes et variables ainsi que la stratégie de "niches" a permis une nouvelle fois à notre Société de faire face à un environnement économique très incertain, d'autant que les comptes ont été impactés par la régularisation de cotisations sociales suite à un contrôle URSSAF, son impact financier net s'élevant à 33.700 €, après la reprise de la provision constituée lors de l'exercice précédent. En l'absence de cet événement exceptionnel, le niveau des bénéfices aurait été équivalent à peu de chose près, à celui de l'exercice précédent.

Votre Direction poursuit donc son objectif de confortation du redressement entrepris depuis trois ans, avec la recherche d'une adaptabilité maximale des équipes en vue de satisfaire aux demandes toujours plus exigeantes de notre clientèle, la stratégie de "push-marketing" devant néanmoins être compatible avec la préservation du modèle social de notre Société.

Dans le cadre de cette stratégie, notre Direction vous proposera, à l'issue de la présente Assemblée, une augmentation de capital par incorporation de réserves, pour un montant de 56.250 €, dont l'objectif sera de renforcer la structure du Bilan.

I. CONFORTATION DU REDRESSEMENT OPERE :

La quasi-récession à laquelle l'Hexagone a été confronté en 2012 aurait pu faire craindre une dégradation prononcée de nos résultats, mais le bénéfice d'exploitation enregistré au titre de l'exercice est pratiquement stable par rapport au précédent et a même progressé en pourcentage pour représenter désormais 5,8% de notre Chiffre d'Affaires contre 5,2 % un an auparavant.

En revanche, le résultat net comptable a reculé sensiblement, de plus de 22 %, mais demeure largement bénéficiaire, de 121.376 €, prenant en compte - *comme il l'a été dit précédemment* - les conséquences de la régularisation de cotisations sociales suite à un contrôle URSSAF, avec un impact financier net s'élevant à 33.700 €, après la reprise de la provision de 23.516 € constituée lors de l'exercice précédent.

Votre Direction tient, comme pour les exercices précédents, à faire un point précis de l'évolution de la clientèle, le Chiffre d'Affaire ayant reculé d'environ 10 % sur un an.

II. ANALYSE DE L'EVOLUTION DE LA CLIENTELE :

Si votre Direction a constaté l'arrivée de nouveaux clients dans le secteur des Editeurs Juridiques, force est de constater que les nouveaux partenariats n'ont pas donné la pleine mesure de leur potentiel en termes de volume d'affaires, alors même que les partenariats existants se sont révélés décevants, notamment pour le plus important d'entre eux, le Groupe "WKF - WOLTERS KLUWER FRANCE", la perte de chiffre d'affaires réalisé avec ce client correspondant au recul global de notre activité sur l'exercice.

Notre Chiffre d'affaires a donc été réalisé grâce aux clients suivants et par ordre décroissant, savoir :

- Le Groupe "WKF - WOLTERS KLUWER FRANCE", avec "Les EDITIONS LAMY", "Le GROUPE LIAISONS" et " Les EDITIONS DALLIAN", avec lequel le niveau de prestations recule sensiblement, de 23 %, le montant réalisé étant désormais de 1.077.000 € ;

- La Société "ACE EUROPE", avec laquelle notre Société a développé l'activité d'intermédiation en assurance - *vous rappelant que notre société est inscrite auprès du Registre "ORIAS"* - les prestations globales réalisées avec cette Compagnie d'Assurances étant en sensible progression, de plus de 16 %, à près de 600.000 € ;
- Le "GROUPE REVUE FIDUCIAIRE", avec lequel il a été développé l'activité commercialisation de produits de formation, est en recul sensible, de plus de 35 %, le chiffre réalisé étant proche des 447.000 € ;
- Le client historique que constituait le quotidien "LES ECHOS" a repris de timides couleurs, la progression étant de près de 8 %, le Chiffre d'Affaires s'élevant à plus de 151.000 € ;
- En outre, votre Direction est heureuse de vous annoncer la conclusion d'un partenariat avec les "EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE", le montant des prestations réalisées étant supérieur à 114.000 € ;
- Par ailleurs, les "EDITIONS TISSOT" enregistrent une légère baisse, de l'ordre de 7%, pour un montant de l'ordre de 110.000 € ;
- D'autre part, le budget du "C.S.T.B" - "Centre Scientifique et Technique du Bâtiment" poursuit sa progression, de plus de 13 %, pour un volume de prestations tutoyant les 110.000 € ;
- De même, la reprise des relations contractuelles avec le Groupe "LES EDITIONS WEKA" se poursuit dans d'assez bonnes conditions, pour un montant légèrement inférieur à 83.000 € ;
- Enfin, des prestations ponctuelles ont été réalisées pour environ 65.500 €.

III. LA NECESSITE DE POURSUIVRE LES MESURES D'ADAPTATION :

Les décisions prises antérieurement par votre Direction de recentrer l'activité autour des opérations les plus rentables de télévente dans le secteur de l'Edition a eu pour conséquence la poursuite de la réduction des frais de structure, les équipes de production et les fonctions managériales ayant été allégées sensiblement.

De même, les superficies nécessaires à l'activité ont été adaptées aux besoins, notamment sur le site d'ECOPOLIS d'AMIENS, l'économie réalisée pour l'année 2012 s'élevant à environ 23.000 €.

Ces efforts ont permis à votre Direction de réduire le volume des charges salariales d'environ 160.000 €, correspondant à une baisse de ces charges de 9,9 %, tout comme les frais de locaux et de téléphonie, lesquels sont également en recul sensible, puisque certains contrats de téléphonie ont de nouveau fait l'objet de renégociation, l'économie réalisée pour l'année 2012 s'élevant à environ 20.000 €.

Bien évidemment, votre Direction poursuit sans relâche le renforcement de ses procédures de contrôle des coûts, visant à garantir le niveau des résultats, même si la décision de reprendre la rémunération de l'actionariat doit être différée d'une année supplémentaire, puisqu'il vous sera proposé de délibérer, à l'issue de la présente Assemblée, sur l'incorporation au capital de réserves, à concurrence d'une somme de 56.250 €.

Votre Conseil va maintenant procéder à une rapide analyse des résultats.

RESULTATS

Notre Société a réalisé, au titre de l'exercice 2012, un chiffre d'affaires de 2.748.407 €, soit un recul de 10,4 % par rapport à l'exercice précédent.

Nous vous rappelons que le chiffre d'affaires réalisé lors de l'année 2011 s'élevait à 3.066.748 €.

Nos charges d'exploitation ont reculé sensiblement, dans une variation à peu près égale au recul du chiffre d'affaires, cette évolution permettant à notre Société de conforter le **résultat d'exploitation**, lequel présente un bénéfice de **156.487 €**, quasiment stable par rapport à l'exercice précédent.

Vous noterez que le total des **charges d'exploitation** s'est élevé à 2.596.854 €.

Leur évolution, par grands postes, d'un exercice sur l'autre, est mise en évidence par le tableau ci-dessous :

	Exercice 2011	Exercice 2012
Charges externes pour :	504.589 €	440.579 €
Impôts et taxes pour :	74.216 €	72.960 €
Salaires et charges sociales pour :	2.260.250 €	2.057.199 €
Amortissements pour :	20.873 €	17.797 €
Provisions pour :	23.516 €	/
Autres charges pour :	29.237 €	8.320 €

Une lecture rapide de ces chiffres permet de constater les évolutions suivantes, savoir :

- ✓ Une baisse du poste "*Charges Externes*", - de 12,7 % - pour les raisons énoncées ci-dessus ;
- ✓ Une baisse du poste "*Impôts et taxes*" ;
- ✓ Une baisse sensible du poste "*Salaires et Charges sociales*", de 9 %.

Le **résultat financier** présente un solde en amélioration, bien que toujours très légèrement débiteur de **181 €**, de telle sorte que le **résultat courant avant impôts** présente un solde créditeur de **156.305 €**.

En revanche, le **résultat exceptionnel** connaît une sensible dégradation comme suite aux conséquences de la régularisation de cotisations sociales suite à un contrôle URSSAF, et présente un solde débiteur de 37.057 €.

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, de l'absence de participation des salariés aux résultats de l'entreprise et de l'imputation d'un petit crédit d'impôts pour un montant de 2.128 €, le compte de résultat dégage un **bénéfice net comptable** de **121.376 €**.

AFFECTATION DU RESULTAT

Votre Conseil vous propose d'affecter le résultat **bénéficiaire** de l'exercice 2012, s'élevant à la somme de **121.376 €**, en totalité au poste "*Report à nouveau*".

Il est ici rappelé, pour satisfaire aux prescriptions légales, qu'il n'a été mis aucun dividende en distribution au titre des trois derniers exercices.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Les derniers chiffres de l'INSEE sur la croissance économique viennent de confirmer "officiellement" l'entrée de l'Hexagone en récession, pour la seconde fois depuis 2009.

Cette situation conjoncturelle difficile ne permet pas à votre Direction d'être optimiste pour l'année 2013, même si certains signaux peuvent laisser espérer, sur la seconde partie de l'année, une légère reprise de l'activité et de la nôtre en particulier.

Dans un tel contexte, notre Société poursuit donc la consolidation de ses positions sur son cœur de métier, c'est-à-dire sur les Editions Juridiques, cœur de métier qui regroupe les activités à plus forte marge.

Par ailleurs, Votre Direction n'entend pas dévier de son objectif ambitieux d'adaptation permanente de notre Société à un monde en pleine mutation, tout en maîtrisant l'ensemble de ses coûts.

Vous serez donc appelés, comme il vous l'a déjà été dit, à délibérer à l'issue de la présente Assemblée, sur le renforcement des fonds propres de notre Société en décidant d'incorporer au capital social certaines réserves, à concurrence d'une somme de 56.250 €.

JETONS DE PRESENCE

Nous vous engageons à surseoir de nouveau, pour l'exercice social en cours, au versement de jetons de présence aux Administrateurs.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES COMMUNIQUEES DANS LE CADRE DE LA LOI DU 15 MAI 2001 dite Loi "N.R.E."

Vous prendrez acte que **Monsieur Mohamed BOUKERDENNA**, le Président et Directeur Général de la Société, a perçu une rémunération brute annuelle de **99.300 €** au titre de l'exercice **2012**, sans variation, augmentée de **14.037 €** d'avantages en nature, et de divers frais de déplacement remboursés sur présentation de justificatifs.

Vous prendrez acte que ni **Monsieur Jean-Pierre MEAZZA**, ni **Monsieur Olivier BONDOIS**, autres personnes physiques Administrateurs, n'a perçu de rémunération au titre des fonctions de mandataire social que chacun d'entre eux a exercé lors de l'exercice **2012**.

Vous voudrez bien noter que ni **Monsieur Mohamed BOUKERDENNA**, ni **Monsieur Jean-Pierre MEAZZA**, ni **Monsieur Olivier BONDOIS** n'exerce d'autres mandats d'Administrateurs.

DELAIS DE REGLEMENT

Compte tenu de la nature de l'activité de la Société, et le caractère de prestataire de services pour le compte de clients après réalisation de ventes par téléopérateurs, la pertinence de cette information n'apparaît pas à votre Direction comme essentielle.

Les résolutions que nous vous soumettons correspondent aux propositions ci-dessus formulées. Nous espérons qu'elles auront votre approbation, et que vous voudrez bien accorder quitus à vos Administrateurs de l'exécution de leur mandat pour l'exercice écoulé.

Nous restons à votre disposition pour répondre aux questions liées à l'ordre du jour que vous jugeriez utiles de nous poser.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION